

CITOYENS

Militants

Bulletin d'information du Mouvement Républicain et Citoyen - juillet-août 2013



LE MRC,
UNE BOUSSOLE REPUBLICAINE
POUR LA GAUCHE ET POUR LA FRANCE

EDI
TO



Faire du MRC la boussole républicaine de la majorité, être un allié - mais non un rallié - qui garde sa liberté de pensée et d'action pour aider la gauche à réussir et contribuer au redressement de la France : tels étaient les objectifs que nous nous étions fixés, Christian Hutin, Marie-Françoise Bechtel et moi-même après notre élection le 17 juin 2012.

Une année s'est écoulée, au cours de laquelle le Congrès de Paris (15 et 16 décembre 2012) a permis à notre parti de confirmer ces objectifs dans la continuité de la démarche qui est la nôtre depuis la création du MDC.

Le redressement de la France est une priorité absolue, une bataille que nous menons au Parlement, dans les médias et sur le terrain en **affirmant les impératifs de réindustrialisation de la France et de réorientation de l'Europe**.

Une année d'action dans la majorité

C'est parce que nous faisons entendre notre voix, une voix unique à gauche, que nous sommes utiles à la majorité. Dans le cadre de notre liberté de vote, nous avons soutenu les mesures de redressement de notre appareil productif prises par le Gouvernement (CICE, emplois d'avenir, contrats de génération, sécurisation de l'emploi) mais nous nous sommes opposés au TSCG, à la règle d'or et n'avons pas approuvé le programme de stabilité.

Notre message est clair : **la France ne pourra sortir de la crise qu'en réorientant l'Europe et en se défaisant de l'emprise du Triple B (Bercy, Bruxelles, Berlin)**. Dans un contexte économique et social dégradé, l'assainissement des finances publiques ne doit pas être une obsession ni un objectif prioritaire sur la lutte contre le chômage. Les résultats cinglants des huit élections législatives partielles qui se sont succédées cette année sont autant d'avertissements adressés au Gouvernement.

Congrès de Paris : un cap confirmé

Le Congrès de Paris a permis le renouvellement de nos instances

ainsi que l'adoption à l'unanimité de notre motion. C'est un logiciel politique clair qui guidera notre action au plan national ainsi que sur le terrain dans les prochains mois.

Elle nous permet également de mesurer le chemin parcouru et de situer notre action dans le temps long. **Plus que jamais, notre combat a un sens**, comme l'a rappelé Jean-Pierre Chevènement.

C'est à présent à chacun d'entre vous de se saisir de cette base politique en vue des prochaines échéances électorales : 2014 et 2015 seront des années riches et importantes pour renforcer notre capacité d'action. D'ores et déjà nous nous y préparons.

Afin de vous aider dans ce travail de diffusion de nos idées, les moyens du MRC en termes de communication ont été renforcés : sur le plan visuel, le logo a été rafraîchi, le site internet entièrement rénové et une nouvelle maquette a été conçue pour le *Citoyens Militants*. Pour permettre à chaque fédération de disposer d'une vitrine pour ses activités, un service de plateforme de blogs est disponible. Enfin, une campagne d'adhésion sera lancée à la rentrée.

Université d'été, convention Europe : le MRC sur le pont

Le MRC est également au travail sur le plan des idées. Notre Université d'été se déroulera cette année à Coudekerque-Branche les 14 et 15 septembre sur le thème « Redresser la France en réorientant la construction européenne ». Vous en trouverez le programme et le bulletin d'inscription dans ce *Citoyens Militants*.

Notre convention sur l'Europe est également en cours, avec un texte d'orientation adopté par notre Conseil national du 30 juin, à l'initiative de Marie-Françoise Bechtel et que vous trouverez dans les pages suivantes. Prenant pleinement appui sur les comités locaux, elle a vocation à l'élaboration d'ici la fin de l'année 2013 d'un véritable projet pour l'Europe en vue des élections de 2014.

Tel est notre programme de travail pour les prochains mois : aider la majorité à sortir la France de la crise, consolider notre structure politique pour parler fort lors des prochaines échéances électorales et faire vivre la flamme de la République. **Plus que jamais le MRC est sur le pont et a besoin de vous.**

Jean-Luc LAURENT,
Président du Mouvement Républicain et Citoyen (MRC)

SOMMAIRE

- Livre blanc sur la défense - Page 2/3
- Députés MRC : un an d'action - Page 4/5
- Une autre Europe - Page 7/11
- Université d'été - Page 12/15



LIVRE BLANC : MAINTENIR NOTRE EFFORT DE DÉFENSE

Dans ces temps de grande disette budgétaire, nous apprécions que vous ayez su obtenir du président de la République le maintien à son niveau actuel de notre effort de défense, c'est-à-dire 31,4 milliards d'euros pour le budget de la Défense en 2014.

Le risque de déclassement stratégique a été écarté aussi par l'éclatante démonstration d'efficacité qui a été faite par nos soldats, appelés à sauvegarder l'intégrité, la souveraineté et la liberté de la République du Mali.

Pour maintenir une France forte, le président de la République a estimé le chiffre de 365 milliards d'euros sur la période 2014-2025 réaliste. Il faudra faire avec.

J'approuve par ailleurs le recentrage opéré par le Livre blanc 2013 sur l'Afrique, notamment sahélienne, de la définition de notre zone d'intérêts prioritaires. Je l'avais déjà réclamée, mais en vain, lors du débat du 15 juillet 2009. Certaines orientations positives du Livre blanc de 2008 ont été confirmées comme l'accent mis sur la connaissance et l'anticipation.

Nous sommes évidemment concernés par la montée des tensions en Asie, ne serait ce que par le pivotement des forces américaines, de l'Atlantique vers le Pacifique,

qui obligera l'Europe, dans l'avenir, à pourvoir davantage à sa défense.

Or force est de constater que la plupart des pays européens, à l'exception de la Grande-Bretagne et de la France, se sont installés dans un climat de fausse sécurité.

Les menaces de la faiblesse, notamment en Afrique, me paraissent autrement plus graves. C'est de ces menaces que la plupart des pays européens n'ont pas pris conscience.

L'Europe serait bien avisée d'aider à la formation d'armées africaines opérationnelles et à la constitution, à l'échelon régional, de forces de réaction rapides africaines, à partir d'états-majors permanents capables d'entraîner régulièrement des unités professionnelles dédiées dans chaque pays. Je constate que la France contribue pour la moitié à la force européenne, d'ailleurs insuffisamment calibré, de formation des forces maliennes.

Dans l'immédiat, vous avez conjuré, Monsieur le Ministre de la défense, le risque d'un déclassement stratégique de la France. Mon groupe vous en sait gré.

Mais ce risque n'est pas écarté pour toujours par l'arbitrage du président de la République. Je ne parle pas seulement des recettes exceptionnelles - 5,9 milliards - qu'il faudra trouver et, je l'espère, autrement que par la liquidation des participations de l'Etat dans le secteur des industries de défense.

Non, je veux surtout parler de la dégradation de notre situation économique et par conséquent budgétaire, qui résulte de la mécanique mise en place par le traité dit TSCG, dont les effets récessifs, en Europe, risquent de se faire sentir durant une longue période.

En effet, les moteurs de la croissance - consommation, exportations, investissement - y sont en panne, sauf peut-être, encore que faiblement, en Allemagne. Celle-ci consacre d'ailleurs à sa défense des crédits légèrement supérieurs aux nôtres, en volume. L'Allemagne a entrepris de professionnaliser, à son tour, son armée. Ses capacités en seront accrues, mais dans le cadre de l'OTAN. Celle-ci vaut, aux yeux de son opinion, fondamentalement pacifiste, comme une sorte de traité de réassurance, contre des dangers qu'elle a d'ailleurs de la peine à discerner.

La dissuasion nucléaire est garantie par les déclarations du président de la République, mais pour combien de temps ?



L'éclatante démonstration d'efficacité qui a été faite par nos soldats, appelés à sauvegarder l'intégrité, la souveraineté et la liberté du Mali •

On entend de plus en plus s'élever des voix qui se plaignent de l'effet d'éviction qu'elle exercerait sur les crédits attribués aux forces conventionnelles. Ces critiques à courte vue oublient que la dissuasion est l'outil de notre autonomie stratégique et politique et qu'elle seule peut garantir le maintien d'une diplomatie indépendante et nous tenir à l'abri de guerres qui ne seraient pas les nôtres.

Le Président Obama vient d'affirmer sa volonté d'aller plus loin que le Traité New Start dans la voie du désarmement nucléaire. A tous ceux qui se laisseraient porter par l'opinion, je veux rappeler que les Etats-Unis disposent aujourd'hui de 1654 têtes nucléaires déployées, sans compter les milliers de têtes non déployées qui n'ont jamais été incluses dans un accord. En regard, la France dispose de

moins de 300 têtes, c'est-à-dire beaucoup moins que la Russie et même que la Chine. Le principe de la stricte suffisance nous interdit de descendre en dessous de quatre sous-marins lanceurs d'engins et de deux escadrons aériens. Si les armes nucléaires tactiques américaines étaient retirées d'Europe, nous serions le seul pays, en dehors de la Russie, à disposer d'armes nucléaires sur le continent. C'est une garantie de l'équilibre et de la paix sur celui-ci. C'est pourquoi nous ne sommes pas membres du « groupe des plans nucléaires » de l'OTAN, et devons continuer à nous en tenir à l'écart.

Sans doute, avez-vous raison d'affirmer l'objectif d'une défense européenne, comme le croyant l'existence de Dieu. Mais la volonté politique chez nos partenaires fait aujourd'hui défaut. Comme le dit le Traité de Lisbonne de 2008, les pays de l'Union européenne membres de l'OTAN contribuent à l'élaboration et à la mise en œuvre de leur défense dans le cadre de cette alliance. Même après avoir rejoint, en 2012, l'organisation militaire intégrée de l'OTAN, la France ne peut renoncer à assurer elle-même, en ultime ressort, le soin de sa défense. C'est la condition de notre indépendance et donc du maintien de l'esprit de défense dans le pays.

La République française est aujourd'hui confrontée au défi de l'islamisme radical. Il ne faut surtout pas confondre celui-ci avec l'Islam qui est la religion de 1200 millions d'hommes et de femmes. Nous devons tout faire, au contraire, pour aider les peuples musulmans, dans le respect de leur authenticité, à trouver leur place dans le monde moderne.

A ce défi, la sophistication des armements n'est pas une réponse suffisante. La bonne réponse est d'abord humaine et politique.

A cet égard, je ne saurais trop approuver le principe de la différenciation des forces posées par le Livre blanc. Evitons, par une course excessive à la technologisation, de réduire encore le nombre des hommes dans les armées.

Nous avons besoin de soldats qui comprennent d'autres civilisations que la nôtre. C'était jadis une des traditions de l'armée française. Elle a donné les Lyautey, les Gallieni, les Charles de Foucauld, et combien d'autres ! Il serait temps de réinvestir dans la formation des officiers le champ de la compréhension humaine, et de favoriser l'apprentissage des langues, orientales et africaines. Cela coûterait moins cher que les missiles guidés avec précision, mais ce ne serait pas de l'argent perdu !

Jean-Pierre Chevènement

LES DÉPUTÉS MRC : UN AN D'ACTION AU SEIN DE LA MAJORITÉ



Le Mouvement Républicain et Citoyen agit pour la réussite de la gauche au pouvoir. Notre discours est unique à gauche : celui d'un soutien responsable et réaliste au Gouvernement sans perdre de vue les impératifs de réorientation de l'Europe et de réindustrialisation de la France.

Une liberté de vote pour faire progresser le débat

Nous avons approuvé et accompagné la grande majorité des mesures présentées par le Gouvernement :

- Emplois d'avenir et Contrats de génération ;
- Pacte de compétitivité et Crédit d'impôt compétitivité emploi (CICE) ;
- Création de la Banque Publique d'Investissement (BPI) ;
- Loi de sécurisation de l'emploi ;
- Loi bancaire ;
- Embauche de 60 000 enseignants ; priorité donnée à l'école primaire ;
- Renforcement du logement locatif social et de la loi SRU ;
- Intervention au Mali.

Nous avons également, lorsque c'était nécessaire, fait savoir nos réserves ou notre opposition sur des sujets essentiels :

TSCG, «règle d'or» : discipline et austérité européenne

La question européenne est, à nos yeux, fondamentale. À travers nos votes sur cette question, nous avons souligné la nécessité d'une réorientation de la construction européenne. « *Le TSCG a pour seul but d'organiser la rigueur en Europe. Ses procédures méprisent la démocratie délibérative comme la souveraineté budgétaire du Parlement. Ses objectifs sont dangereux pour les économies européennes.* » (Communiqué de Jean-Luc Laurent, 9 octobre 2012.)

Abstention sur le Programme de stabilité des finances publiques 2013-2017 : « *Ce programme n'est ni opportun, ni réaliste [...] Le rythme soutenu auquel le redressement structurel est mené s'avère désastreux.* »

Le MRC, force de proposition et d'influence

En cette première année de législature, le MRC a participé activement au fond du travail législatif sur de nombreux textes.

EMPLOI

Sécurisation de l'emploi : cette loi est un compromis réussi entre les solides garanties apportées aux salariés (mutuelle pour tous, droits rechargeables au chômage, homologation par l'État des plans de sauvegarde de l'emploi) et une gestion plus souple de l'entreprise face aux difficultés nées de la crise. Par le biais de Christian Hutin, nous avons **soutenu ce texte et pointé des améliorations possibles par voie d'amendement** : abaissement du seuil aux entreprises de 50 salariés pour la représentation au CA (au lieu de 5000), surveillance de l'usage fait par les mutuelles des fonds générés par ces nouveaux contrats.

UN AN D'ACTION

Reprise de sites industriels rentables: l'impératif de reindustrialisation est un des thèmes forts portés de longue date par le MRC. Dans le cadre d'un travail concerté entre partis de la majorité, nous avons pris part activement à l'élaboration de cette proposition de loi pour laquelle **Jean-Luc Laurent et Marie-Françoise Bechtel** figurent parmi les premiers signataires. Christian Hutin est également signataire de cette proposition.

FINANCE

Loi bancaire : dans le cadre de l'examen de ce projet de loi, dont l'objectif était de compartimenter activités de dépôt et d'investissement, Jean-Luc Laurent a insisté sur la **nécessité de renforcer le dispositif sur le plan juridique pour aboutir à une séparation concrète**. Il a, par ailleurs, annoncé son intention de déposer une proposition de loi en ce sens.

Budget 2013 : l'examen du budget 2013 a été l'occasion pour le MRC de faire valoir son soutien à la politique du Gouvernement sur le plan économique et à ses premières mesures de justice fiscale. Néanmoins, **une réforme fiscale plus ambitieuse est nécessaire**, comme l'a pointé et proposé Jean-Luc Laurent lors de ses interventions.

EDUCATION

Refondation de l'École : approuvant absolument la volonté du Ministre de l'éducation de donner la priorité à l'école primaire, les députés du MRC ont apporté leur **soutien à ce texte** à travers leurs prises de paroles et présence en séance. Marie-Françoise Bechtel a, par ailleurs, fait savoir notre **opposition ferme au renforcement des enseignements en langues régionales** et notre attachement aux missions fondamentales de l'école de la République.

Au delà du travail effectué sur les textes législatifs, nous nous sommes impliqués dans les travaux de commissions d'enquête (sidérurgie, Cahuzac) et groupes de travail (amiante).

Faire face aux véritables défis de l'An II

La première année de la majorité a permis de mettre en place les premières mesures nécessaires au redressement de notre pays. Nous les avons soutenues. Néanmoins, **pour faire de ce quinquennat une réussite, il faudra s'engager sur 3 axes majeurs** que le Mouvement Républicain et Citoyen entend promouvoir en cet «An II».

1. RÉORIENTER L'EUROPE

L'Europe ne peut avoir pour tout projet l'austérité généralisée. Les cures de rigueur successives imposées aux peuples européens par la Commission ont fait la preuve de leur nocivité. La France doit parler haut et fort afin d'amener nos partenaires européens à considérer **les solutions réalistes pour sortir de l'impasse** : révision des objectifs de la BCE pour intégrer la croissance, fin de la politique de l'euro cher, mise en place d'un véritable gouvernement économique, emprunt européen en vue d'un grand plan d'investissement. Au delà, nous considérons qu'il faut préparer la mutation de la monnaie unique en monnaie commune.

2. REMETTRE SUR PIED NOTRE APPAREIL PRODUCTIF

Dans ce contexte économique dégradé menaçant la viabilité de notre modèle social, les efforts du Gouvernement en matière de sauvegarde de l'emploi et de préservation de notre tissu industriel sont à saluer. Nous appelons à poursuivre sur cette voie et soutiendrons les mesures visant à **inverser la courbe du chômage** et remettre la France sur le chemin de la croissance.

3. RÉFORMER LA FISCALITÉ

Si les mesures prises sur le plan fiscal en cette première année vont dans le sens de la justice, **une réelle réforme de notre fiscalité est nécessaire**. Les efforts demandés aux Français ne peuvent s'additionner au fil des mois sans qu'une cohérence leur soit donnée. Il convient donc de mener en cet «An II» la grande réforme fiscale annoncée pour aller vers plus de lisibilité et assurer le financement de notre modèle social.

UN SITE INTERNET RÉNOVÉ POUR LE MRC www.mrc-france.org

- Le site Internet du MRC a été entièrement rénové :
- nouvelle charte graphique
 - nouvelle arborescence
 - présentation plus complète du parti et de ses parlementaires
 - refonte des pages du MRC sur les réseaux sociaux : Twitter, Facebook, Google+
 - adhésion possible en ligne
 - possibilité de demander un blog sur la plateforme officielle du MRC

Vous pouvez retrouver le MRC sur internet et les réseaux sociaux :



MRC : [Facebook.com/mouvementrepublicainetcitoyen](https://www.facebook.com/mouvementrepublicainetcitoyen)
Jean-Luc Laurent : [Facebook.com/depute9410](https://www.facebook.com/depute9410)



MRC : @MRC_France
Jean-Luc Laurent : @jluca_laurent
Marie-Françoise Bechtel : @MFBechtel
Les Jeunes du MRC : @JeunesMRC



Jean-Luc Laurent : www.jeanlucl Laurent.fr
Marie-Françoise Bechtel : www.mf bechtel.fr
Christian Hutin : www.christianhutin.fr
Les Jeunes du MRC : www.jeunes-mrc.fr



LE MRC A BESOIN DE VOUS MAINTENANT •

Adhérer au MRC, c'est rester libre !

Département _____ Comité local (éventuellement) _____

Je soussigné(e) NOM _____ Prénom _____

Adresse _____

Ville _____ CP _____

Profession _____ Lieu professionnel _____

Syndicat (pour participation éventuelle au secteur monde du travail) _____

Téléphone _____ Portable _____

Courriel _____

Mandat(s) électif(s) éventuel(s) _____

Souhaite adhérer au MRC renouveler son adhésion au MRC

et joint un chèque de _____ €, à l'ordre de AFMRC

La cotisation nationale 2012 est de 55 € minimum + cotisation libre selon revenus, intégrant une part nationale de minimum 55 € et une part destinée aux structures locales. Un reçu fiscal sera fourni pour bénéficier d'une réduction d'impôts de 66% du montant de la cotisation. Pour les personnes au RSA, en recherche d'emploi, étudiants de moins de 25 ans, la cotisation est de 25 €.

Fait à _____ Le _____ Signature _____

BULLETIN A RETOURNER ACCOMPAGNE DU CHEQUE A : MRC - 3 AVENUE DE CORBERA - 75012 PARIS

UNE AUTRE EUROPE

Projet de texte d'orientation présenté par le conseil national réuni le 30 juin 2013.

Pour le Mouvement Républicain et Citoyen, l'Europe est un enjeu majeur. C'est une des clés de l'avenir de la France. D'autant que nous ne confondons pas ces deux avènements. Oui, à nos yeux le futur de la France, comme celui des autres nations de l'Union Européenne, si elles le décident, doit être pensé en premier lieu pour lui-même. La France, nation politique, nourrie d'un passé dans lequel elle a su montrer la voie de l'émancipation des peuples, n'est pas « finie », ainsi que Jean-Pierre Chevènement a su le montrer dans une approche combinant l'histoire lointaine, l'histoire proche et l'analyse politique*.

Cela veut-il dire que l'Europe ne jouerait pas un rôle essentiel dans la construction de notre futur ? Certainement pas. Mais la seule approche qui vaille de la question européenne est celle d'une lecture à la lumière de chacune des nations qui la composent.

Nous touchons là à un identifiant essentiel de notre mouvement depuis sa création en 1992. Pour le MRC, la question européenne, fondamentalement liée à la question de la souveraineté, est indissociable de la question de la Nation. Corollaire : c'est en l'Etat que réside selon nous le pouvoir légitime de représenter le peuple et de négocier en son nom. Il y a là une position fondatrice, celle-là même qui distingue le MRC des autres partis de gauche que ce soit le PS, EELV, le PC, le Parti de gauche ou le PRG.

De cette position de principe découlent nos analyses, notre engagement et nos propositions. **Nous avons une ambition pour l'Europe.** Mais cette ambition n'est pas un rêve déconnecté des réalités. Nous voulons nous confronter avec les faits sans pour autant en tirer la conclusion que seuls la résignation ou l'irréalisme seraient possibles.

Tel est le pari du MRC.

I/ Il y a une question européenne : elle ne devrait plus être niée par qui que ce soit.

Nous nous trouvons aujourd'hui à un tournant historique qui se fonde sur un paradoxe : en France, et à rebours de l'opinion majoritaire, les partis sont pour l'essentiel dans le déni.

Les partis européistes, en premier lieu le PS et l'UMP, sont si longtemps restés dans la dénégation des vices fondamentaux de la construction européenne qu'ils peinent à sortir

de la croyance aveugle. C'est là d'ailleurs un trait marquant de la politique française au tournant des années 1990 : Maastricht aura sanctionné la rencontre des deux principaux partis de notre pays autour de l'Europe et du marché. Or il sera impossible de dessiner un « futur européen » si l'on ne prend la mesure de ces défauts. C'est le principal obstacle auquel se heurte toute véritable avancée européenne.

Si l'UMP n'a pas changé d'un iota depuis le choix de la soumission à la volonté allemande fait par le président Sarkozy, on sent au Parti Socialiste plus de déchirement devant les développements néfastes les plus récents de la construction européenne. Mais il lui reste beaucoup à clarifier : peut-on mettre sa foi dans un budget fédéral qui sanctionnerait une intégration plus poussée alors que les besoins de financement des différents pays sont structurellement différents de par leur démographie, leur système de transferts sociaux ou tout simplement leur situation économique ? Peut-on se contenter de pointer au passage les effets négatifs de l'euro cher – prise de conscience nouvelle et en elle-même positive – en évitant d'analyser les erreurs de la monnaie unique et la profondeur de la crise qui frappe la zone euro ?

Répondre à ces questions par des avancées vers « plus d'Europe », plus d'Europe « fédérale », une Europe de l'« intégration solidaire » ne conduit qu'à l'impasse. Il s'agit d'une fuite en avant : on connaît le remède avant de poser le diagnostic. On voit bien se dessiner à gauche une alternative à l'euro-péisme du PS – tous courants confondus. C'est l'approche par « l'Europe des peuples » du PCF, de J.L. Mélenchon et d'une partie d'EELV. Mais où mène cette Europe réduite au sans frontiérisme – avatar de l'internationalisme – des travailleurs et des laissés pour compte de la crise ? Cette approche pêche par manque de perspective politique et, quoique fondée sur une juste critique de l'euro, elle ne débouche sur aucune proposition alternative crédible. De même que l'euro-péisme socialiste nie la nation, l'« Europe sociale », et « anti-patriarcale » du Front de Gauche nie l'Etat en refusant d'y voir le protecteur naturel des plus faibles et le porteur légitime de la souveraineté nationale. Pour qui veut faire une Europe des peuples l'Etat est un passage obligé : voilà ce qui nous différencie de l'approche du Front de Gauche.

* *La France est-elle finie ?*, Fayard 2011.

UNE AUTRE EUROPE

Quant au PRG, inutile d'épiloguer sur sa vision constante d'une Europe fédérale « plus intégrée, plus citoyenne » dotée d'un gouvernement et notamment d'un ministre des affaires étrangères européen qui persisterait à prolonger l'idéal des pères fondateurs. Comme les mouvements centristes du Modem et de l'UDI, il ne parvient toujours pas à tirer les conclusions pourtant évidentes des résultats réels d'une construction européenne rêvée. On remarque certes aujourd'hui un doute chez une partie des centristes, ceux qui étaient attachés à la cohérence d'une Europe faite pas à pas par l'harmonisation progressive des systèmes. Mais cette critique de l'état actuel de l'UE est le fait de cercles de pensée et rarement des partis eux-mêmes.

On voit enfin se dessiner à droite une alternative à l'euro-péisme de l'UMP. Le Front National, dans sa version « Bleu Marine », devenue dominante, s'alimente au constat de l'échec européen. Il y trouve toutes les denrées nécessaires au véritable détournement des valeurs patriotiques auquel il se livre de façon de plus en plus systématique : la promotion des marchés financiers par les instances de l'UE lui permet de renouer non sans gourmandise avec la détestation des élites mondialisées qui fut un des fonds de commerce de l'extrême-droite avant 1940 ; l'ouverture des frontières lui offre un boulevard pour se concentrer sur les dangers de l'immigration ; le déclin des valeurs nationales, telle la laïcité, accentué par leur dilution dans un « espace » sans identité, est l'occasion permanente de stigmatiser l'islam. En bref si l'UE n'était pas ce qu'elle est, jamais le FN n'aurait l'audience qu'il a dans notre pays. Et cela vaut pour la montée de l'extrême-droite dans toute l'Europe.

Nous sommes, nous, au contraire, pour une analyse sans concession des graves dérives qui ont marqué la construction européenne. **Nous pouvons parler aujourd'hui d'un véritable tournant historique, celui de la prise de conscience par une majorité de nos concitoyens que l'évolution de la construction européenne, cela ne va pas.** L'opinion sent confusément que le système complexe auquel les Etats ont consenti n'est pas le bon. C'est pourquoi il faut analyser cette évolution historique et, c'est un devoir militant, la rendre lisible.

Dérive initiale, celle de l'Europe des pères fondateurs* : la « méthode inductive » qui devait conduire à une intégration de pays comparables par leur niveau économique et social a débouché sur un édifice complexe dans lequel la bureaucratie de la Commission a rapidement pris le pas. N'oublions pas que la tentation de subordonner les Etats

date de cette période, avec les arrêts de la Cour de Justice des communautés européennes reconnaissant que la construction européenne constitue « un ordre juridique souverain qui s'impose aux Etats nationaux ».

Dérive seconde : l'élargissement au-delà de 15 aux 27, puis aux 28, intégrant des zones appelées à se faire une véritable concurrence interne**, sans réelle recherche d'une cohésion économique et sociale, avec des pays de l'Est tout tournés vers le grand large comme l'a montré la guerre d'Irak et producteurs d'une immigration incontrôlée soit à la source soit comme zones de passage. Ils sont aujourd'hui les plus âpres défenseurs avec le Royaume-Uni, du libre-échange total. Cet élargissement est ainsi le contremodèle de l'Europe « de l'Atlantique à l'Oural » à laquelle l'histoire n'a pas – et c'est grand dommage – consenti.

Dérive troisième, la plus grave : la création d'une monnaie unique, absurdité qui a ligoté des économies à la fois hétérogènes et concurrentes, endommagé gravement la compétitivité des pays du Sud, dont la France, et conduit aujourd'hui dans une course effrénée vers un improbable salut. Le « sauvetage de la zone euro », dont on ne sait plus s'il relève de la doctrine de la foi ou des intérêts politiques de l'Allemagne, précipite l'Europe ou ce qu'il en reste dans l'impasse de la récession.

Encore faut-il ajouter à ce constat le poids décisif qui a été celui du triomphe du capitalisme financier. Appuyés sur le vent puissant de l'idéologie libérale, boostés par l'effondrement de l'URSS, les marchés « ouverts » ont installé une prédation sans frein qui a asphyxié l'économie réelle.

La « concurrence libre et non faussée », élargissant les marchés, ouvrant les entreprises européennes aux OPA de toute nature, prohibant sévèrement les interventions publiques, cassant les services publics, a achevé la déconstruction des Etats nations. Ce biais puissant de la mondialisation libérale qui ne résulte pas directement des structures institutionnelles de l'Europe s'est ajouté à leur effet négatif. Plus de nation, plus d'Etat mais, aux commandes, une élite hors sol dont on ne sait plus si le modèle anglo-saxon la rend plus nocive que la crispation germanique sur les dangers de l'inflation et la courte vue sur les conditions de la prospérité de demain.

* J.-P. Chevènement, *La faute de M. Monet*.

** Sans compter l'intégration en 1972 du Royaume-Uni, cheval de Troie de l'atlantisme devenu le principal pourvoyeur idéologique du libéralisme et du capitalisme financier qui devait faire tant de mal à l'Europe à compter des années 80.

UNE AUTRE EUROPE

L'Europe a ainsi été « construite » depuis plus de trente ans sur un triple déni : déni de souveraineté, déni de prospérité et déni de démocratie.

Et ce serait cette Europe-là que l'on demanderait aux peuples d'accepter ? Passe encore, si l'on est cynique, que la démocratie des décisions y perde si la prospérité était assurée. Mais le referendum sur la « Constitution européenne » l'a bien montré : notre peuple – comme d'autres sans doute – a bien compris que l'un et l'autre y perdraient gravement et simultanément. Fait remarquable : cette prise de conscience a été majoritairement celle de la tranche d'âge des 18-25 ans.

La prise de conscience de l'opinion française trouve un écho de plus en plus fort dans l'euro-scepticisme qui monte en Europe, chez des peuples soumis à des gouvernements sans pouvoir dans une Europe sans gouvernement.

Conclusion : connaître la force des obstacles

Avec J.-P. Chevènement, nous avons analysé depuis 20 ans les erreurs, les blocages et pour finir, depuis le Traité sur la croissance et la gouvernance (TSCG) adopté – contre notre vote – en 2012, les tendances suicidaires d'une Europe qui s'enfoncé dans le crépuscule des idoles financières, d'une technocratie sans vision, sans ambition et sans patriotisme, fût-il européen. **Une Europe qui organise sa propre impuissance dans un monde où jamais la souveraineté de nations puissantes ou l'influence d'aires de civilisation n'a été plus impérieuse.** L'« Europe européenne » du général de Gaulle, est-elle un rêve dépassé ?

Nous préférons rechercher avec quels moyens la construire demain même si nous savons que l'UE d'aujourd'hui se caractérise par une interdépendance dont il faut aussi prendre la mesure.

II/ Notre Europe, c'est une autre Europe

La « confédération européenne » du plan Fouchet était, nous l'avons souvent souligné, une idée forte. Elle a trouvé un écho affaibli dans l'idée de « coopérations renforcées » censée offrir une alternative intergouvernementale aux solutions de type fédéraliste.

Il y a certainement là une piste pour une réorientation de l'Europe. L'exemple du « deuxième pilier », celui de la PESC (défense et politique étrangère) est parlant : on voit très bien comment il a été impossible – et fort heureusement –

d'« intégrer » des actions autres que mineures dès lors que les intérêts nationaux des Etats membres ne sont pas convergents voire compatibles.

Mais est-ce d'une Europe réorientée dont nous avons besoin aujourd'hui ou devons-nous concevoir une ambition plus forte ? La question mérite d'être débattue.

A. Des vertus d'une Europe réorientée

Il s'agirait d'abord de traiter l'urgence : la crise de la zone euro.

1. L'objectif premier, en cas de nouvelle crise de l'euro (en Espagne ou en Italie par exemple) serait de faire intervenir la BCE pour acheter directement des titres de dette publique à dix ans (en tout cas l'annoncer aux marchés pour dissuader la spéculation), lancer une politique de *quantitative easing** pour faire baisser le cours de l'euro, articulée avec un plan de relance à l'échelle européenne, donner d'autres objectifs à la BCE que le contrôle de l'inflation, en matière de soutien à l'activité économique (et donc à l'emploi).

2. Si aucun accord ne se dessinait pour faire de la BCE une banque centrale comme les autres, il deviendrait nécessaire de négocier avec tous les partenaires européens – et d'abord l'Allemagne qui détient la clé d'une opération « ordonnée » de mutation de l'euro, de monnaie unique en monnaie commune, en se fixant l'objectif pour celle-ci d'une quasi-parité avec le dollar. Au sein d'un SME bis de nouvelles parités seraient fixées pour corriger les écarts de compétitivité (réévaluation pour l'euromark, dévaluations plus ou moins limitées pour les autres monnaies).

Un plan d'aide correspondant à une tranche du MES (à fixer) serait mis en œuvre pour aider les pays les plus fragiles à supporter le choc d'une dévaluation.

Il s'agit d'un double ajustement, rétablir les monnaies nationales au sein de la zone euro qui fluctueraient entre elles mais seul l'euro serait convertible avec les autres devises. Ainsi, les monnaies s'ajusteraient à la compétitivité réelle de chaque pays. Cela permettrait à certains pays, dont le nôtre, de retrouver un niveau de prix concurrentiel à l'exportation.

Compte tenu des politiques d'assouplissement monétaire menées par les grandes puissances, en particulier par les Etats-Unis, préserver l'économie européenne requiert nécessairement de retrouver un cours de l'euro compétitif.

* Acquisition d'actifs par une banque centrale.

UNE AUTRE EUROPE

Si l'Allemagne refusait aussi bien le plan A (revoir le rôle de la BCE) que le plan B (mutation ordonnée de l'euro de monnaie unique en monnaie commune), elle prendrait la responsabilité d'un éclatement sauvage de la zone euro.

Si l'Espagne était contrainte à la sortie (avec une dévaluation compétitive), la France devrait l'accompagner dans ce choix. Ce serait la survie de notre industrie qui serait en jeu. Si l'Allemagne refusait une remise en ordre négociée dans l'intérêt européen, les autres pays seraient amenés à en tirer les conséquences

3. Il conviendrait ensuite de procéder à une révision des Traités européens qui :

- promouvrait les coopérations renforcées. Elles permettraient d'adopter – par un mécanisme revu de celles-ci –, un plan de relance pour l'ensemble de la zone euro et permettraient à certains Etats de conduire ensemble des projets d'envergure (modèle : Airbus) en matière de développement économique, de recherche, d'infrastructures (avec des ambitions particulières au niveau des énergies décarbonées « made in Europe »), des transports ou encore de la surveillance des côtes.

- reviendrait, dans le cadre d'un traité modificatif, sur certaines clauses des traités actuels :

- En s'assurant d'une prévalence du Conseil sur la Commission ;
- En revoyant le mode d'adoption des décisions les plus importantes avec restauration de la règle de l'unanimité ;

- En révisant la police budgétaire attribuée à l'Union européenne par le TSCG, le « six pack* » et le « two pack** », avec prise en compte des exigences particulières de certains pays en matière de défense nationale (dissuasion nucléaire, pays à frontières fortement vulnérables à l'immigration clandestine ou pays ayant des frontières avec des pays en belligérance). Au-delà il faut aussi obtenir que les investissements d'avenir soient exclus du calcul des déficits publics.

B. Une Europe autre, tout autre

C'est l'alternative la plus ambitieuse. Elle est au niveau de nos exigences et, osons-le dire, de nos analyses de longue portée. Elle peut être portée par une crise, envisagée ci-dessus, qui proviendrait du refus de l'Allemagne de négocier dans le sens de l'intérêt européen. En tout état de cause, quel que soit l'état de crise ouverte ou larvée comme aujourd'hui que vit l'EUROPE, convaincre l'Allemagne est un passage obligé.

L'Allemagne aujourd'hui a (re)trouvé la place à laquelle elle aspire depuis si longtemps : première puissance d'Europe

et puissance économique mondiale. Pays central dans tous les sens du terme, elle s'appuie sur sa réunification, ses relations privilégiées avec l'Europe orientale et une croissance portée par sa puissance exportatrice. Les Allemands payent, pour cela, un prix certain jusqu'ici consenti. Dans l'UE et la zone euro, ils défendent leur intérêt national.

La France doit, elle aussi, assumer son intérêt national, pour son peuple, pour son avenir mais aussi au bénéfice, à moyen et long terme, de l'Europe, de l'Allemagne elle-même et de la paix. Elle doit parler franc et fort à l'Allemagne : c'est la garantie de l'indispensable travail commun. Elle sera d'autant plus convaincante qu'elle saura avancer fermement sur la voie de la réindustrialisation, développer ses atouts propres et trouver des alliés en Europe et à l'extérieur autour de la nécessaire croissance à retrouver.

1. Une réécriture plus fondamentale que celle envisagée ci-dessus des traités européens rechercherait une Europe remise sur ses pieds pour obtenir une Union intergouvernementale : décisions prises à l'unanimité du Conseil, réduction de la Commission à un organe d'exécution, maintien du Parlement comme émanation des Parlements nationaux, suppression de la COUR DE JUSTICE EUROPÉENNE et remplacement par une cour arbitrale pour les conflits entre États. La révision des statuts de la BCE dépend quant à elle des différentes hypothèses de crise de la zone euro mais la sortie programmée de la zone euro (plan B) fait naturellement partie de cette Europe « autre ». Il ne faut cependant pas s'interdire une révision des mécanismes institutionnels de l'UE dans le cas où l'euro serait maintenu avec au minimum mise en œuvre du plan A : sans celui-ci, refaire une Europe institutionnelle n'aurait aucun sens.

Une refonte large des Traités constitutifs, qui a déjà été entreprise avec le concours de militants du MRC, pourrait servir d'appui à notre réflexion: que ne pouvons-nous plus accepter en Europe ? Avec quels éléments du Traité peut-on trouver un compromis ? Un atelier « Pour un nouveau Traité européen » devrait être mis en place sur cette base.

* 5 règlements et une directive de l'Union européenne datant de 2011 et contraignant ses Etats-membres à appliquer une politique libérale de stricte rigueur budgétaire, à défaut de laquelle ils sont lourdement sanctionnés.

** 2 règlements de l'Union européenne datant de 2011 et obligeant les Etats de la zone euro à soumettre à la Commission européenne leurs projets de budget, avant de les faire valider par les parlementaires nationaux.

UNE AUTRE EUROPE

2. Serait inévitable la modification du périmètre de l'UE avec la constitution d'un cercle de pays prêts à accepter le nouveau Traité et à aller de l'avant dans des coopérations intergouvernementales vers lesquelles auraient basculé l'essentiel des compétences. Dès lors que le Traité nouveau constitue un cercle de démocratie, respectueux des souverainetés, s'engageant sur une intégration en certains domaines, il n'y aurait aucun inconvénient à élargir ce cercle.

3. L'institution de traités de partenariat avec d'autres zones du monde (Russie, Maghreb, Turquie, Moyen-Orient et Amérique latine) accompagnerait cette rénovation. Plus réaliste et plus ambitieuse à la fois que la PESC, cette voie permettrait une véritable réémergence de la zone européenne dans le monde multilatéral en lieu et place de la recherche laborieuse d'un accord sur les questions diplomatiques, d'ailleurs totalement irréaliste, sur les grands enjeux (tel le Moyen-Orient). Les partenariats seraient économiques et culturels, la question des accords commerciaux étant complexe dans le jeu de l'OMC auquel l'Europe seule ne pourra s'opposer totalement mais dans lequel elle pourra peser. On ne referra sans doute plus les accords de Lomé mais l'Europe pourrait exiger ses accords spécifiquement dévolus au développement de l'Afrique subsaharienne.

4. Une négociation sur la régulation monétaire internationale serait un acte essentiel de cette Union rénovée. A la condition stricte que soit créée une Europe véritablement intergouvernementale, avec décision à l'unanimité, il serait utile de créer un « G6 » ad hoc, dans lequel les Etats de la zone euro parleraient d'une seule voix aux autres puissances monétaires (Etats-Unis, Chine, Japon, Royaume-Uni, Russie).

Sur un plan général, toute délégation à l'UE dans le cadre de négociations internationales doit être subordonnée à un accord des gouvernements sur la position à défendre.



Manifestation en Grèce



Demandeur d'emploi en Espagne



Rendez-vous à Paris le 30 novembre 2013 à la convention du MRC pour une autre Europe.

REDRESSER LA FRANCE EN RÉORIENTANT LA CONSTRUCTION EUROPÉENNE

Matinée du samedi 14 septembre

10h : Accueil de Claude Nicolet, 1^{er} secrétaire fédéral du MRC Nord, et David Bailleul, maire de Coudekerque-Branche

10h15 : Introduction de l'université d'été, par Julien Landfried, secrétaire national du MRC chargé de la communication et des universités d'été

10h30-12h : Table ronde n°1 / Transformer l'euro pour sortir de la nasse économique

Les gouvernements européens ont commis avec le Traité de Maastricht une erreur en rassemblant dans une monnaie unique, l'euro, des économies aux fondamentaux très différents. Là se trouve la racine des problèmes économiques de la zone euro. Est-il possible de réformer les règles de l'euro – changement des statuts de la BCE, politique de monétisation de la dette, relance des salaires en Allemagne – pour relancer la croissance et réduire les divergences entre euro du Nord et euro du Sud ? Sinon, comment organiser la transition de l'euro monnaie unique à l'euro commune, où des monnaies nationales recrées au sein d'un nouveau SME permettrait aux économies de la zone euro de retrouver des niveaux de compétitivité « naturels » ? La société française et ses élites sont-elles prêtes à un tel changement et à assumer à nouveau une politique monétaire nationale ?

Intervenants :

- Jean-Luc Gréau, économiste, auteur de *La Grande récession*
- Philippe Murer, économiste, professeur de finances
- Yves Le Hénaff, professeur d'économie, cadre bancaire
- Julien Landfried, secrétaire national du MRC chargé de la communication et des universités d'été (animateur)

Après-midi du samedi 14 septembre

14h-15h30 : Table ronde n°2 / L'alliance des productifs pour redresser l'industrie française

Le déclasserement de la France dans la compétition économique mondiale provient pour une large part du décrochage de son industrie. Comment remettre l'industrie française sur les rails ? Si la fin de l'euro surévalué est une nécessité, comment redonner à la France une politique industrielle dans la durée et quels choix prioritaires cela implique-t-il en termes de mobilisation de l'épargne nationale, de nouvelle alliance des forces productives, de place donnée aux accords entre partenaires sociaux en matière de droit du travail, de financement de la protection sociale et de la fiscalité ?

Intervenants :

- Jean-Michel Quatrepoint, journaliste économique
- Christian Proust, conseiller général MRC du Territoire de Belfort
- Jean Grellier, député des Deux-Sèvres, président de la commission d'enquête sur l'avenir de la sidérurgie
- Guillaume Duval, rédacteur en chef d'*Alternatives Economiques*
- Patrick Quinqueton, secrétaire national du MRC au projet (animateur)

15h45-17h15 : Table ronde n°3 / Sortir la France de la dépression

Confrontés à un chômage endémique, ayant perdu confiance dans l'avenir, les Français se défient des partis politiques sans pour autant imaginer d'alternative à la démocratie indirecte. La poussée du FN dans les élections législatives partielles de l'Oise et à Villeneuve-sur-Lot appelle une réponse à la hauteur de la France républicaine.

UNIVERSITÉ D'ÉTÉ

L'aggravation des inégalités économiques s'accompagne du durcissement des antagonismes culturels comme en a témoigné l'opposition au mariage pour tous. Face à cette situation, la gauche gouvernementale est désemparée, et la « gauche radicale » se réfugie dans l'incantation. Sur quels leviers s'appuyer pour redresser la pente et redonner espoir aux Français ? Comment redonner à la France une vision réaliste de ses difficultés et de son avenir ?

Intervenants :

- Eric Dupin, journaliste, auteur de *Voyages en France*
- Jérôme Fourquet, directeur du département opinion publique à l'IFOP
- Gaël Brustier, chercheur en sciences-politiques, auteur de *La Guerre culturelle aura bien lieu*
- Sami Naïr, professeur de sciences politiques à l'université Paris-VIII
- Catherine Coutard, vice-présidente du MRC (animatrice)

17h30 : Intervention de Manuel Valls, ministre de l'intérieur

18h15 – 19h30 : Ateliers

Atelier n°1 : « *Protection sociale, santé et retraite* » (animateurs : Ladislav Polski, secrétaire national du MRC à la santé et Jeanne Chevalier, secrétaire nationale du MRC à la protection sociale)

Atelier n°2 : « *Education, enseignement supérieur et recherche* » (animateurs : Estelle Folest, secrétaire nationale du MRC à l'éducation, Cédric Matthews, secrétaire national du MRC)

Atelier n°3 : « *Quelle réforme fiscale ?* » (animateurs : Jean-Pierre Cossin, magistrat à la Cour des Comptes et Jean-Marc Nicolle, président de l'Association Républicaine des Elus Citoyens et Apparentés (ARECA))

19h30 : pot de l'amitié à la mairie de Coudekerque Branche

Prise de parole de David Bailleul, maire de Coudekerque-Branche, et de personnalités du MRC en présence de Michel Delebarre, sénateur du Nord.

20h30 : Banquet républicain

Matinée du dimanche 15 septembre

8h30 – 10h : Ateliers

Atelier n°4 : « *Réforme territoriale* » (animateurs : Martine Souvignet, secrétaire nationale du MRC à la réforme territoriale et Jean-Marc Nicolle, président de l'Association Républicaine des Elus Citoyens et Apparentés)

Atelier n°5 : « *Quelle politique de l'énergie pour la France ?* » (animateur : Christophe Mouton, secrétaire national du MRC chargé du développement durable)

10h : Ouverture par Christian Hutin, député du Nord, vice-président du MRC

10h15 : Synthèse de la première journée, par Julien Landfried, secrétaire national du MRC chargé de la communication et des universités d'été

10h30-11h30 : Table ronde n°4 / Relever la France par la voie républicaine

Le président François Hollande a fait avec le rapport Gallois le choix du redressement productif. Pour réussir le mandat qui leur a été confié, le président et la majorité gouvernementale doivent approfondir le choix du redressement productif et prendre la voie républicaine et de la réorientation de la construction européenne pour rassembler autour de ce projet une grande majorité de Français.

Intervenants :

- Jean-Pierre Chevènement, sénateur, président d'honneur du MRC
- Jérôme Guedj, député de l'Essonne, membre du Parti socialiste, animateur de Maintenant La Gauche
- Marc Dolez, député du Nord, membre du Front de gauche
- Marie-Françoise Bechtel, députée, vice-présidente du MRC (modératrice)

12h : Intervention de clôture de l'université d'été par Jean-Luc Laurent, député du Val-de-Marne, président du MRC.

UNIVERSITÉ D'ÉTÉ

TRANSPORT

Gare de départ	Vendredi 13	Samedi 14	Dimanche 15
Gare d'arrivée : Dunkerque	Aller	Aller	Retour
Paris - Gare du Nord	7h52-10h04 12h52-15h04 14h52-17h04 16h22-18h28 14h46-19h23 18h52-21h04 19h52-22h04 21h52-00h04	8h52-11h04	15h56-18h08 16h56-19h08 18h32-20h14
Lille Flandre	13h45-14h53 15h45-16h53 16h45-17h53 14h45-18h53 18h45-19h53	6h45-7h53 8h15-9h20 10h15-11h19	8h39-9h44 10h39-11h44 13h08-14h14 16h39-17h44
Lille Europe	16h50-17h23 17h50-18h23 18h51-19h23		10h35-11h06

Aucun train n'arrive en gare de Dunkerque le samedi matin avant 11h. Une arrivée la veille de l'université (ou une arrivée très matinale par avion) est donc nécessaire pour pouvoir la suivre dans son intégralité.

Il est également possible d'arriver par avion à l'aéroport Lille-Lesquin (à 1h de route) : <http://lille.aeroport.fr>

HÉBERGEMENT

Transat bleu — 03.28.63.50.05
3 Rue de la Digue, Malo-les-bains

La Cuisin'in — 03.28.60.05.05
20 Place de la République, Coudekerque-Branche

Les Gens de mer — 03.28.66.15.22
Quai du Risban, Dunkerque

Le Welcom — 03.28.59.20.70
37 Rue Poincaré, Dunkerque

L'Hirondelle — 03.28.63.17.65
46 Avenue Faidherbe, Malo-les-Bains

Le Campanille — 03.28.64.64.70
Bordure du lac, Armbouts-Cappel

B&B Hôtel — 08.92.70.22.60
Place de la Gare, Dunkerque

Hôtel F1 — 08.91.70.52.40
4 Rue Arago, Saint-Pol-sur-Mer
Rue du 8 Mai, Grande-Synthe (08.91.70.52.39)

Hôtel Borel (4 **)** — 03.28.66.51.80
6 Rue de l'Hermitte, Dunkerque

Hôtel Ibis — 03.28.66.29.07
13 Rue de Leughenaer, Dunkerque



BULLETIN D'INSCRIPTION •

NOM _____ Prénom _____

Adresse _____

Ville _____ CP _____

Téléphone _____ Portable _____

Courriel _____

TARIFS DE L'UNIVERSITÉ D'ÉTÉ

	Plein tarif	Tarif étudiant/chômeur	Coher la/les prestation(s) retenue(s)
Inscription seule	25 euros	10 euros	
Déjeuner seul	20 euros	10 euros	
Banquet seul	35 euros	20 euros	
Forfait global (réduction de 25% par rapport à la participation à la carte)	60 euros	30 euros	

MODALITÉS D'INSCRIPTION

- Il est impératif de renseigner un bulletin par personne
- Joindre un chèque à l'ordre de «MRC 59» (un chèque par personne)
- Envoyer le bulletin et le règlement avant le 7 septembre 2013 à :

MRC 59
15 rue du jeu de Paume
59 140 DUNKERQUE

Tel.: 03 28 63 09 54
Fax : 03 28 63 12 21

Un pli peut contenir plusieurs inscriptions mais pour faciliter le travail des organisateurs, **il est impérativement demandé un bulletin d'inscription et un chèque par personne.**

LES PARLEMENTAIRES MRC



Jean-Pierre
Chevènement



Jean-Luc
Laurent



Marie-Françoise
Bechtel



Christian
Hutin

Abonnez-vous à la lettre d'information du MRC sur www.mrc-france.org et aux réseaux sociaux du MRC et de ses parlementaires, Facebook et Twitter (*voir page 6*). Vous pourrez ainsi recevoir une information régulière sur l'actualité du MRC et ses prises de position.



Mouvement Républicain et Citoyen
3 avenue de Corbéra - 75 012 Paris
Téléphone : 01 55 78 05 40 - Télécopie : 01 55 78 05 50